

Éducation des filles

Les États invités à respecter leurs engagements

Les États doivent respecter leurs engagements signés à l'occasion des rencontres internationales sur l'éducation afin d'augmenter le taux de scolarité des filles et de leur assurer un enseignement de qualité. C'est la position défendue par les participants à l'atelier sur "les obstacles liés à l'éducation de base des filles".

Selon Mme Kofi Annan, les "États doivent garantir aux jeunes filles le droit d'accéder à l'école, particulièrement dans les zones pauvres et libérer des ressources suffisantes " d'autant plus selon elles, que les études réalisées dans ce domaine montrent que les investissements sont faibles ".

Pour elle, les cultures traditionnelles de certaines régions qui accordent la priorité à l'éducation des garçons, doivent être combattues. Les participants à l'atelier ont également relevé, à côté des violences faites aux femmes, que la pauvreté est un des obstacles les plus importants qui ont une incidence très prononcée sur la scolarisation des filles. Les autres intervenants ont estimé, pour leur part, que les pays en développement qui ont des niveaux de dettes élevés garantiront difficilement l'éducation gratuite pour tous.

Dans l'atelier sur "Education et valeurs sociales", les participants ont convenu que "pour faire de l'école une affaire de la communauté et un lieu de développement, les pays doivent prendre des mesures institutionnelles qui changent le contenu des enseignements. Cela suppose qu'il faut introduire des valeurs comme la démocratie, la tolérance, la paix... et ne plus demander à l'éducation dispensée à l'école de répondre aux besoins du marché".

La problématique de l'utilisation des technologies de l'information et de la communication dans l'éducation de base, l'évaluation des apprentissages, la satisfaction des besoins éducatifs spéciaux et la nécessité de mettre les enseignants dans de bonnes conditions, ont été au centre des débats d'autres ateliers. Une exploitation correcte des

technologies de l'information et de la communication rend l'éducation de base accessible à tous en tout lieu et à tout moment, ont plaidé les membres d'un atelier chargés de réfléchir sur ce thème.

Les nouvelles technologies ne sont cependant pas la panacée, mais pouvons-nous atteindre l'éducation pour tous sans elle, se sont demandés les participants. Quelle technologie utiliser, se sont interrogés les panélistes qui semblent avoir un penchant pour les toutes nouvelles technologies à l'instar de l'internet.

L'atelier chargé d'évaluer les apprentissages, a analysé une série de données et souligné l'influence positive ou négative de l'environnement familial et social dans les résultats scolaires. Même les enseignants sont victimes de l'environnement social des pays sous-développés qui ne favorise pas de bons salaires et dévalorise le statut de l'éducateur dans la société.

La prise en compte des préoccupations exprimées ci-dessus serait un début de solution aux problèmes soulevés par l'exclusion des apprenants drainant des handicaps. L'intégration totale est souhaitée par tous, mais le chemin pour y parvenir n'est ni direct, ni clair, ni facile, se plait-on à dire. Une enquête de l'UNESCO menée en 1985, a conclu que les pays où les enseignants favorisent l'éducation de tous les enfants dans les classes ordinaires y ont été contraints par la loi.



Dettes et Éducation

Une voie de salut pour les pays pauvres

L'allègement de la dette ne peut certainement pas financer l'ensemble des projets éducatifs des pays pauvres, mais il peut beaucoup leur apporter. Pour ce faire, il suffira d'une utilisation maximale des ressources tirées de la reconversion du remboursement de la dette, au profit de la scolarisation et de l'alphabétisation.

C'est la position qui s'est dégagée dans les interventions à l'atelier sur "Utiliser l'allègement de la dette au profit de l'éducation". Les raisons avancées sont que "les pays pauvres ne profitent jamais des ressources générées par la dette" et que, selon Mme Eveline Herkenes, ministre du développement et de la coopération des Pays-bas, "les contraintes financières constituent des obstacles pour la croissance et le développement de l'Éducation dans ces pays". Pour cette raison, ajoute-t-elle, "la décision prise depuis peu d'alléger les dettes et de verser le remboursement dans des postes destinés à financer des

projets sociaux, est une victoire".

Mme Eveline Herkenes a, par ailleurs, indiqué que la scolarisation et l'alphabétisation doivent constituer des priorités parmi les projets visés dans ce cadre. Une manière, selon elle, d'en faire des têtes de pont dans la lutte contre la pauvreté. De l'avis des autres intervenants, globalement 1% de l'aide bilatérale totale et 5% des fonds de la Banque mondiale sont consacrés à l'éducation. "De ces sommes, seulement 12% va vers des niveaux de base et moins d'un tiers profite à l'éducation des pays où le taux de scolarisation est le plus faible".

Pis, selon eux, "les prêts de la banque mondiale pour l'éducation en Afrique subsaharienne n'ont plus représenté que 13% des dépenses de l'éducation sur les trois dernières années".

Pour sa part, le Directeur du bureau "développement humain" de la Banque mondiale, Eduardo Doryan a fait remarquer que le plus important, c'est

"l'utilisation judicieuse des ressources régulièrement allouées car, avec peu de moyens, des pays sont parvenus à atteindre un taux de 100% de scolarisation". Il relève également que croissance et éducation vont de paire et que sur les 33 pays pauvres retenus dans le cadre de l'allègement de la dette, la plupart sont des africains.

Par ailleurs, les participants ont souligné que les gouvernements du monde entier détiennent les clés qui peuvent donner à leur population un accès à de nouvelles possibilités de développement. "Mais ce dont nous avons maintenant besoin, c'est d'un enseignement différent dont personne n'est exclue", ont-ils précisé. ●



Des directrices d'école plus persuasives

Le taux de scolarisation (Tbs) atteignait à peine 28 pour cent en Guinée alors qu'une forte demande d'éducation primaire restait insatisfaite en 1990 au moment de la conférence de Jomtien sur l'éducation pour tous. Paradoxalement, bien des enseignants étaient sous employés à la même époque. On trouvait beaucoup d'enseignants sans classe et il y avait pléthore d'enseignants qualifiés qui occupaient les emplois administratifs. Cela révélait un dysfonctionnement dans l'affectation des personnels enseignants. Toutes ces raisons ont amené le gouvernement guinéen à initier, non sans difficulté, un redéploiement mettant les enseignants sans classe dans les classes sans enseignant.

Des mesures d'accompagnement ont été également prises, notamment la réorganisation et la revitalisation de la carrière d'enseignant, entre autres initiatives. Cette politique (parmi tout un ensemble de mesures) fut mise en œuvre en 1991-1992 et les résultats furent spectaculaires : Le Tbs guinéen passa de 28 pour cent en 1990

à 40 pour cent en 1994 avec peu ou pas d'augmentation du budget gouvernemental.

Les filles furent les grandes bénéficiaires de cette politique. Un des effets du redéploiement fut l'affectation de femmes dans les écoles rurales, (comme enseignantes et directrices d'école) et cela aida à convaincre les populations locales de l'intérêt d'envoyer les filles en classe.

Le Tbs féminin est ainsi passé de 25,7 à 31,9 pour cent. Le pourcentage du budget hors salaires s'accrut également.

Carte postale

A l'école des employées de maison

En dépit de l'énorme travail qu'elles abattent quasiment sans repos, des employées de maison au Sénégal ont trouvé la force de suivre des cours d'alphabétisation en fin de journée, à l'école "Jeunesse-Action". Elles sont près d'une vingtaine de domestiques, âgées entre 14 et 20 ans à fréquenter les deux classes de l'établissement. Leurs seules motivations : se rendre plus utiles pour leurs patronnes et pour elles-mêmes.

A l'école "Jeunesse-Action" de l'Ong Enda de Dakar (Sénégal), les cours de Français sont dispensés tous les mardi et jeudi, de 19 h à 21 h. En revanche, les Lundi, mercredi et vendredi sont consacrés à l'enseignement de la couture, du tricot, de la teinture et de la broderie, à partir de 18 h à 21 h 30.

Dans ce bidonville caractérisé par les baraquements en bois et les cabanes construites à l'aide de boîtes de tomate vides, des flaques d'eau usées à même les venelles et des mûmes qui jouent à 19 h passées. On y compte facilement les rares maisons en dur.

Modestement mais proprement vêtues, les jeunes filles viennent de Hann Montagne et même des autres quartiers environnants pour suivre les enseignements. Elles soutiennent avoir pour seul souci d'être plus utiles pour leurs employeurs et pour elles-mêmes.

A l'entrée de l'établissement, les filles saluent le responsable en effectuant des genuflexions. Parmi elles, certaines ont une blouse rose, d'autres pas. Ces blouses, achetées à 2.000 f cfa à crédit, sont subventionnées par l'Ong Enda tiers-monde. Son port n'est cependant pas obligatoire.

Pour ne pas rater les cours, " nous accourons dès que nous terminons les travaux domestiques sinon aussitôt que nos patronnes nous libèrent ", explique Astou.

Sa camarade, précise : " depuis que nous sommes inscrites ici, nous nous arrangeons à être présentes au cours au plus tard à 18 h 30. Nos patronnes sont au courant que nous allons à l'école à la descente".

Diarra, une autre fille de l'école, fait remarquer que " c'est parce que nous voulons améliorer certains managements dans les services que nous effectuons que nous avons de nous-mêmes décidés de venir à l'école. Nous avons compris que ce que nous apprenons n'est pas seulement à l'avantage de nos patronnes.

Depuis près de dix ans que cet établissement alphabétise des employées de maison, certaines sont parvenues à mettre sur pied des activités lucratives qu'elles gèrent elles-mêmes, soit exclusivement, soit parallèlement à leur travail de domestique. Et pour cause, avec nos salaires qui dépassent rarement 15.000 f cfa, nous arrivons à peine à satisfaire tous nos problèmes, surtout que nos familles du village attendent tout de nous".

A l'école de Hann Montagne, le cycle des études est de trois ans. Il est sanctionné par un diplôme de fin d'études et les élèves sont évalués par trimestre.

Le préposé à l'alphabétisation, Malick, la trentaine, puise dans le quotidien de ses élèves pour construire des phrases. Sur le tableau noir, on peut lire des mots comme patronne, balais, maison...

Ici, comme pour l'école formelle, l'année scolaire est de neuf mois. La particularité est que le programme pédagogique est défini à partir des besoins des employées (les employées de maison) et leurs préoccupations. En fait dès la fin de la première année, l'objectif de l'établissement scolaire de Enda est de faire en sorte que les jeunes filles, venues toutes du village et qui n'ont jamais été auparavant à l'école, arrivent à lire, écrire et calculer (addition et soustraction) et d'être à mesure de formuler des phrases, de lire des textes et d'effectuer des opérations de multiplication, à la deuxième année.

A la fin du cycle, les domestiques élèves doivent savoir faire une opération de division et de petites rédactions.